ARGUMENTS DES SOCIALISTES
RÉFORME DES UNIVERSITÉS

D'une manière générale, la réforme présentée par le gouvernement, au-delà des reculs et hésitations, porte largement sur la gouvernance. Elle n'est donc pas à la hauteur des enjeux.

►PROBLEMES :

Les moyens financiers ne sont pas suffisants (aucun collectif budgétaire n'est même envisagé).

La France manque d'étudiants.

Le taux d'échec en premier cycle dépasse la barre des 50 %.

► PROPOSITIONS :

Il faudrait une augmentation de 10 % par an, et pendant 5 ans du budget de l'enseignement supérieur.

L'objectif à poursuivre concerne la réforme du premier cycle universitaire ;

Il est nécessaire qu'il y ait :

- un renforcement de l'encadrement pédagogique en 1 ère année ;
- un suivi pédagogique ;
- la mise en place d'un conseil en orientation individualisé ;
- une amélioration rapide des conditions de vie étudiante, en matière de logement et de santé, afin de faire reculer toutes les précarités.
- La revendication légitime de l'Allocation d'autonomie doit être traitée sérieusement avec toutes les organisations de jeunesse.
- **un rapprochement entre les organismes publics de recherche et l'université**, (perspective totalement absente du projet gouvernemental) ;
- un soutien les revendications des jeunes chercheurs, pour une meilleure reconnaissance, un statut, une place véritable dans les conventions collectives.

Les moyens supplémentaires trouvent leur sens à travers une réforme approfondie et concrète.

Une nouvelle gouvernance des universités est nécessaire, dès lors qu'elle respecte plusieurs principes :

- Une **contractualisation** associant les établissements, l'Etat et les collectivités territoriales, sur des objectifs clairement assumés ;
- Une **démocratisation**, favorisant une plus grande représentation étudiante, mais aussi un recul sensible de la sélection, et notamment de la sélection sociale par l'échec ;
- L'affirmation du **caractère national des diplômes** et le rejet de toute disparité de moyens entre les universités.

L'impératif de la **démocratisation réelle de l'enseignement supérieur** rejoint l'exigence de la compétition économique.